



---

Conseil de sécurité

Débat ouvert

**Consolidation de la paix**

New York, le 26 janvier 2023

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl  
Représentante permanente de la Suisse

---

Monsieur le Président,

« La paix ne s'installe jamais de manière définitive. Il faut l'entretenir chaque jour, chaque instant, que nous soyons un grand politicien ou un simple collégien. »

C'étaient les mots de la jeune activiste pour la paix franco-colombienne Léa Narjoud, prononcés lors des « Geneva PeaceTalks », qui ont lieu en Suisse depuis 2013. Elle illustre ainsi trois conditions clés pour une paix durable : un engagement à long terme, un investissement continu dans la confiance et un discours franc et transparent à tous les niveaux. Ces trois éléments guident aussi depuis longtemps l'action de la Suisse.

Monsieur le Président,

La paix durable est une priorité de la Suisse au Conseil de sécurité, et je vous remercie pour l'organisation de ce débat ouvert. Nous saluons la participation de la Vice-Secrétaire générale, Amina Mohammed, du Président de la Commission de consolidation de la paix, Muhammad Abdul Muhith ainsi que de Madame Diago Ndiaye à ce débat et les remerciements de leurs contributions instructives.

Je souhaite illustrer davantage les trois éléments mentionnés – *time, trust and transparency* – en vue de nos discussions urgentes les prochains mois concernant le Nouvel Agenda pour la Paix du Secrétaire général :

**Premièrement, construire une paix durable est un travail de longue haleine**, car il faut répondre aux diverses causes des conflits par une approche holistique. Ce Conseil l'a réaffirmé dans sa résolution 2558 (2020) : « le développement, la paix et la sécurité et les droits humains sont inséparables et se renforcent mutuellement ». Concernant la mise en oeuvre de ce « nexus », nous encourageons les membres de ce Conseil à poursuivre des discussions constructives pour renforcer les liens entre ces éléments, par exemple, dans le domaine de la justice transitionnelle ou lors des transitions des opérations de maintien de la paix.

**Deuxièmement, nous devons mettre l'accent sur les actrices et acteurs locaux et sur l'inclusivité**. C'est ainsi que nous pourrions créer un climat de confiance. La Suisse, organisée selon le principe de subsidiarité, parle ici de sa propre expérience fédérale. Les communautés et autorités locales, dans toute leur diversité, sont toujours en première ligne pour bâtir une paix durable et prévenir une rechute dans la violence. Nous devons miser sur leurs



compétences et capacités. La Suisse salue ainsi le travail pionnier de la Commission de consolidation de la paix pour renforcer le rôle des acteurs et actrices nationaux et locaux. Elle encourage à les intensifier en étroite coopération avec ce Conseil. Une paix durable requiert également des institutions fortes et responsables qui protègent et promeuvent les droits des individus qui en dépendent. Si les droits humains sont bafoués, les responsables doivent être tenus de rendre des comptes pour que la confiance en les institutions soit conservée.

**Troisièmement, nous devons promouvoir la transparence et la vérité comme bases pour des actions concrètes.** Nous faisons face à une complexité inédite de facteurs à l'origine des conflits. Cela inclut les nouvelles menaces pour la sécurité internationale et les multiplicateurs de risque, qu'il s'agisse du changement climatique ou des défis propres au cyberspace. Pour y répondre de manière efficace, le Conseil de sécurité doit disposer d'informations et de données scientifiques à jour et désagrégées selon des critères pertinents, comme par exemple le genre, et les intégrer dans son travail au quotidien. Il doit tenir compte et contrer la menace que représente la désinformation pour la paix et la sécurité.

Monsieur le Président,

Lors du dernier examen du dispositif de consolidation de la paix en 2020, des experts et expertes éminents nous ont rappelé [et je cite] que « *la consolidation de la paix est la manifestation concrète de l'engagement des Nations Unies à préserver les générations futures du fléau de la guerre* ». Cette responsabilité vis-à-vis des jeunes hommes et femmes garde toute son importance. Avec les agendas « Femmes, Paix, Sécurité » et « Jeunes, Paix, Sécurité », ce Conseil dispose d'outils pertinents et surtout d'un réservoir riche de bâtisseurs et bâtisseuses de paix. Il s'agit maintenant d'utiliser cet énorme potentiel.

En construisant sur les acquis et expériences des dernières décennies, le Nouvel Agenda pour la paix doit servir de levier clé pour la construction d'une paix durable. En ces temps sombres, nous le devons à toutes les générations, partout dans le monde, de conjuguer nos efforts et de saisir cette opportunité.

Je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Mr. President.

“Peace never settles permanently. It must be nurtured every day, every moment, no matter if we are a great politician or a simple schoolboy.”

These were the words of young Franco-Colombian peace activist Léa Narjoud, delivered at the Geneva PeaceTalks, which are held in Switzerland since 2013. She thereby illustrates three key conditions for sustainable peace: Long-term commitment, a continuous investment in trust and a frank and transparent discourse at all levels. These three elements have also long guided Switzerland's work.

Mr. President,

Sustainable peace is a priority for Switzerland at the Security Council, and I thank you for organizing this open debate. We welcome the participation of Deputy Secretary-General



Amina Mohammed, of the Chair of the Peacebuilding Commission Muhammad Abdul Muhith and of Ms Diago Ndiaye in this debate and thank them for their informative contributions.

I would like to further illustrate the three elements mentioned – time, trust and transparency – in view of our urgent upcoming discussions on the Secretary General's New Agenda for Peace:

First, building sustainable peace is a long-term endeavour, as the various causes of conflict must be addressed through a holistic approach. This Council reaffirmed in its resolution 2558 (2020) that "development, peace and security, and human rights are interlinked and mutually reinforcing". To implement this nexus, we encourage the members of this Council to carry on constructive discussions and to strengthen the links between these elements, for example, in the field of transitional justice or in peacekeeping operations transitions.

Second, we need to focus on local actors and on inclusion. This is how we can build trust. Switzerland, which is organised according to the principle of subsidiarity, speaks from its own federal experience. Local communities and authorities, in all their diversity, are always at the front line for building sustainable peace and preventing a relapse into violence. We must build on their skills and capacities. Switzerland welcomes the pioneering work of the Peacebuilding Commission in strengthening the role of national and local actors. It encourages the Commission to intensify them in close cooperation with this Council. Sustainable peace also requires strong and accountable institutions that protect and advance the rights of the people who depend on them. If human rights are violated, those responsible must be held accountable so that trust in institutions is maintained.

Third, we must promote transparency and truth as a basis for concrete action. We face an unprecedented complexity of factors underlying conflict. This includes new threats to international security and risk multipliers, from climate change to the challenges of cyberspace. To address them effectively, the Security Council needs to have up-to-date, relevant disaggregated scientific information, such as gender, and data at its disposal and to integrate it into its daily work. It must take into account and counter the threat to peace and security posed by disinformation.

Mr. President,

During the last review of the UN peacebuilding architecture in 2020, eminent experts reminded us [and I quote] that "peacebuilding is the concrete manifestation of the United Nations's commitment to save future generations from the scourge of war". This responsibility towards young men and women remains very important. With the agendas "Women, Peace, and Security" and "Youth, Peace, and Security", this Council has relevant tools and above all a pool of peacebuilders. We should now use this enormous potential.

By building on the achievements and experiences of the past decades, the New Agenda for Peace must serve as leverage for building sustainable peace. In these dark times, we owe it to all generations, everywhere in the world, to join our efforts and seize this opportunity.

I thank you.